25 mai 2023

Cour de cassation

Pourvoi n° 22-17.034

Première chambre civile - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2023:C110379

Texte de la décision

Entête

CIV. 1

MY1

COUR DE CASSATION

Audience publique du 25 mai 2023

Rejet non spécialement motivé

Mme DUVAL-ARNOULD, conseiller doyen
faisant fonction de président

Décision n° 10379 F

Pourvoi n° V 22-17.034

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, PREMIÈRE CHAMBRE CIVILE, DU 25 MAI 2023

La société Aquitaine énergie, société à responsabilité limitée, dont le siège est [Adresse 1], a formé le pourvoi n° V 22-17.034 contre l'arrêt rendu le 1er février 2022 par la cour d'appel de Grenoble (1re chambre civile), dans le litige l'opposant à M. [B] [M], domicilié [Adresse 2], défendeur à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de M. Chevalier, conseiller, les observations écrites de Me Haas, avocat de la société Aquitaine énergie, de la SCP Rocheteau, Uzan-Sarano et Goulet, avocat de M. [M], après débats en l'audience publique du 4 avril 2023 où étaient présents Mme Duval-Arnauld, conseiller doyen faisant fonction de président, M. Chevalier, conseiller rapporteur, M. Jessel, conseiller, et Mme Tinchon, greffier de chambre,

la première chambre civile de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Les moyens de cassation, qui sont invoqués à l'encontre de la décision attaquée, ne sont manifestement pas de nature à entraîner la cassation.
2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne la société Aquitaine Energie aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande formée par la société Aquitaine énergie et la condamne à payer à M. [M] la somme de 3 000 euros ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, première chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-cinq mai deux mille vingt-trois.

Décision attaquée

Cour d'appel de grenoble 01
1 février 2022 (n°19/04689)

Les dates clés

- Cour de cassation Première chambre civile 25-05-2023
- Cour d'appel de Grenoble 01 01-02-2022